

**Arrêté préfectoral n° 47-2021-07-06-00002
portant mise en demeure à la Société COLAS à Bon Encontre pour ses installations de
fabrication, stockage et distribution d'émulsion de bitume et autres produits bitumineux
au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

Le Préfet de Lot-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1, L. 514-5, R.512-39-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1981 autorisant l'entreprise « SA SCREG SUD-OUEST » à exploiter une unité de fabrication, de stockages et de distribution d'émulsion de bitume et de produits bitumineux au lieu-dit « Varennes » sur le territoire de la commune de Bon-Encontre ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 février 1983 autorisant l'entreprise « SA SCREG SUD-OUEST » à apporter des modifications à son installation exploitée au lieu-dit « Varennes » sur le territoire de la commune de Bon-Encontre ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2014 s'appliquant à l'installation exploitée par COLAS SUD-OUEST sur le territoire de la commune de Bon-Encontre ;

Vu les articles 2 et 3 l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2014 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement et le projet de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier en date du 16 juin 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 30 juin 2021 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 30 juin 2021 ;

Considérant que lors de l'inspection du 30 juin 2021, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant avait partiellement cessé son activité (cessation de la fabrication de bitume et de certains stockages) mais n'avait pas déposé un dossier contenant l'ensemble des éléments mentionnés à l'article R.512-39-1 (II) du code de l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société COLAS SUD-OUEST de respecter les dispositions de l'article R512-39-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Lot-et-Garonne,

ARRÊTE

Article 1er - Dépôt d'un dossier de cessation partielle d'activité

La société COLAS SUD-OUEST, exploitant une unité de fabrication, de stockages et de distribution d'émulsion de bitume et de produits bitumineux au lieu-dit « Varennes » sur la commune de Bon-Encontre, est mise en demeure de déposer les éléments prévus à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement dans un **délai de 3 mois**.

Ce délai court à compter de la date de notification du présent arrêté à l'exploitant.

Article 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par l'article 2, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 -

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 4 -

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Lot-et-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société COLAS SUD-OUEST.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,
- Madame la Maire de la commune de Bon-Encontre,
- Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle Aquitaine

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Agen, le

- 6 JUIL. 2021

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général

Morgan TANGUY